



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2025

DÉLIBÉRATION N°25-33-08 : NON RESTITUTION DE RETENUES DE GARANTIE POUR PRESCRIPTION QUADRIENNALE

Date de convocation : 11 décembre 2025

Date d'affichage : 11 décembre 2025

Nombre de conseillers en exercice : 27

Présents : 18

Votants : 27

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept décembre, le Conseil Municipal de Courdimanche, légalement convoqué, s'est réuni à vingt heures à l'Hôtel de ville, sous la présidence de Madame Sophie MATHARAN, Maire.

La séance était retransmise en direct sur le site internet de la commune et sur la page facebook de la ville.

Étaient présents :

Mme Sophie MATHARAN, M. Pascal CRAFFK, Mme Véronique GARDES, M. Hussen KEBE, Mme Emilie EVRARD, M. Pascal HOUEIX, Mme Marianne GARRAUD, M. Nicolas GIRARD, Mme Chantal de SARAN, M. Jean-Paul MARTIN, M. Didier DAGUE, M. Xavier COSTIL, Mme Lydia BUMENN, M. Christophe LHARDY, M. Olivier DE LOS BUEIS, M. Olivier FOLLMER, Mme Caroline LUX, M. Alain WURTZ.

Étaient absents excusés et avait donné pouvoir :

| | |
|-----------------------|---|
| Mme Marie LOPES-PASSI | avait donné pouvoir à Mme Lydia BUMENN |
| Mme Francisca NONQUE | avait donné pouvoir à M. Christophe LHARDY |
| Mme Natalie CASAUBON | avait donné pouvoir à Mme Sophie MATHARAN |
| M. Pascal ANDRIOT | avait donné pouvoir à Mme Marianne GARRAUD |
| Mme Maud EONO | avait donné pouvoir à Mme Chantal de SARAN |
| Mme Laure CLEMENT | avait donné pouvoir à Mme Caroline LUX |
| M. Nicolas BABUT | avait donné pouvoir à Mme Véronique GARDES |
| Mme Sophie FAMECHON | avait donné pouvoir à M. Nicolas GIRARD |
| M. Benoit CHAVERON | avait donné pouvoir à M. Olivier DE LOS BUEIS |

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Véronique GARDES a été désignée secrétaire de séance.



DÉLIBÉRATION N°25-33-08 : NON-RESTITUTION DE RETENUES DE GARANTIE POUR PRESCRIPTION QUADRIENNALE

VU la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 régissant la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,

Vu les articles L1111-2, L2121-1 0 L2121-23, L2121-29, L1612-11 du Code Général des collectivités territoriales,

VU les articles R.2191-32 et suivants du Code de la commande publique,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Considérant que les retenues de garantie ainsi prélevées sur les factures sont atteintes par la prescription quadriennale.

Après avoir entendu l'exposé présenté par Monsieur Nicolas GIRARD, adjoint au maire et sur proposition de Madame la Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité par 27 voix pour,

- Approuve le reversement des retenues de garantie atteintes de prescription quadriennale pour un montant de 3 231,14 € (Trois-mille-deux-cent-trente-et-un euros et quatorze cents) comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

| DATE ECRITURE | PRESTATAIRES | SOLDE AU 27/03/25 | OPERATION |
|---------------|---------------------------|-------------------|-----------------|
| 29/08/2011 | LES PEINTURES PARISIENNES | 870,52 € | CONSTRUCTION CT |
| 01/09/2011 | SCCM | 765,68 € | |
| 05/09/2011 | SCCM | 496,40 € | |
| 28/10/2011 | LES PEINTURES PARISIENNES | 163,22 € | |
| 08/11/2011 | SCCM | 849,16 € | |
| 31/12/2011 | LES PEINTURES PARISIENNES | 86,16 € | |
| | TOTAL | 3 231,14 € | |

- Emet un titre de recettes au compte 7788 correspondant au montant de ces retenues de garantie.

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme, le 18 décembre 2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame la Maire de Courdimanche dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 Boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la délibération ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).